



POUR L'EUROPE ET LA PAIX DU MONDE



Le « Tour » du général de Gaulle à travers trois continents a commencé le 25 août pour se terminer le 12 septembre. Principales étapes: Djibouti, Addis Abeba où il rencontre Haïlé Sélassié et confirme une solide amitié franco-éthiopienne, le Cambodge avec un grand comice à Pnom Penh et les « honneurs exceptionnels » que le prince Sihanouk réserve à son « très grand et très respecté ami », Nouvelle Calédonie, Nouvelles Hébrides et Tahiti, Guadeloupe.

Deux grands européens:

JEAN MONNET: Monsieur Europe

ROBERT SCHUMAN: Le Père de l'Europe



MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

Derrière le "rideau de bambou", : TCHOU EN LAI

DE LA POLEMIQUE PEKIN-MOSCOU

L'EUROPE A TOUT A GAGNER

Un garçon de restaurant que tout le monde à Paris appelait « le chinois », le communiste à l'heure actuelle le plus important du monde, le chef de trois insurrections, l'homme qui a survécu à la fameuse « longue marche » des communistes chinois, l'homme qui hait Moscou autant que Washington, l'homme le plus redoutable du monde, aujourd'hui: voilà quelques définitions de Tchou En-Laï.

On pourrait les croire excessives: mais il n'en est rien. Tchou En-Laï, le chef indiscuté des chinois, est probablement le seul homme dont l'URSS a peur.

La Russie s'est refusée à aider la Chine à fabriquer des bombes atomiques et des bombes à l'hydrogène, mais la Chine les a faites sans elle. Aussitôt après la seconde guerre mondiale, la Russie accorda des secours financiers et agricoles à la Chine mais, plus tard, les lui refusa, préoccupée par sa puissance croissante.

A la tête de la puissante Chine actuelle, il y a un homme, un homme qui est plus que Mao Tse-Tung en personne lequel, sur le papier, est le vrai leader chinois; un homme éduqué à l'américaine et à qui les rues de Washington, Londres et Paris sont aussi familières que celles de son quartier pékinois, un homme dont l'histoire est bien différente de celles des grands chefs d'Etat actuels: Tchou En-Laï.

Le lieutenant-colonel Liou Tong Kang, qui commença sa carrière sous les ordres de Tchou En-Laï et qui, pour des raisons variées, a choisi la liberté il y a une douzaine d'années, a écrit à son propos des choses intéressantes au point de vue politique et d'autres également intéressantes au point de vue humain. Ce sont celles-là que nous choisirons pour tracer le portrait du puissant n. 2 de la Chine communiste. C'est lui, Tchou En-Laï, l'homme qui veut la continuation de la guerre du Viet Nam et c'est lui qui maintient la tension actuelle sur les fronts de l'Inde, du Pakistan, de la Russie, du monde entier. Essayons de mieux le connaître.

« Tchou En-Laï — a écrit Tchang Kai Shek

— possède toutes les qualités qui manquent à Mao pour négocier les questions politiques. Il est rapide, énergique, avisé, prudent, parfaitement maître de lui. C'est le premier candidat à la succession s'il arrive quelque chose à Mao ».

Il a survécu

à la longue marche

Il y a un quart de siècle, Tchou En-Laï a été l'un des rares survivants de la fameuse « longue marche », la retraite du sud vers le nord-ouest, une marche projetée et exécutée par lui-même qui voulait ainsi porter en sûreté ce qui restait des forces communistes après la terrible défaite qu'elles venaient de subir et que tous, alors, jugèrent définitive. Le fait qu'aujourd'hui Tchou En-Laï siège aux côtés du leader chinois est la preuve la plus évidente qu'il est parvenu non seulement à sauver ses troupes, mais qu'il su en outre se redresser après la défaite et vaincre.

Quelques observateurs occidentaux ont fait de Tchou En-Laï un bandit, d'autres un gentleman cultivé qui parle le chinois avec l'accent de Pékin, — ce qui équivaut à l'accent d'Oxford pour un Anglais — mais cet accent ne lui est pas naturel, il l'a acquis après une longue pratique, puisqu'il est né dans une province du Nord. C'est un homme froidement impitoyable et énergique, ennemi de tous « ces diables d'étrangers », un nationaliste et, en même temps, un intelligent disciple du marxisme et des théories de Mao sur le communisme, qui diffèrent radicalement de celles qui sont mises en pratique en Union Soviétique.

Tchou parle anglais, français, allemand et russe et possède quelques notions de beaucoup d'autres langues. On l'a comparé à un serpent, fascinant et mortel. Tchang Kai-Shek et le président Roosevelt l'ont appelé le « communiste-gentilhomme », Mme Tchang a

dit une fois qu'elle n'oublierait jamais qu'il avait sauvé la vie de son époux en 1936, à Tsanfiu, alors qu'il devait être fusillé; mais plus tard elle apprit qu'il s'était borné à exécuter l'ordre de ses supérieurs de faire remettre le condamné en liberté. Pendant la seconde guerre mondiale Tchou En-Laï était sous les ordres de Tchang Kai-Shek mais il ne manqua pas une occasion d'exprimer le mépris qu'il avait pour son chef, sauf quand il se trouvait en sa présence.

En 1936, Tchou En-Laï a été élu chef des relations publiques du parti communiste chinois dans la délégation chinoise du Koomingtang, avec le monde extérieur, y compris l'URSS. En le choisissant pour cette tâche, Mao avait tenu compte de ses dons innés de diplomate et de cette force de persuasion qui lui permettent d'avoir facilement raison de toute opposition.

Un jour on demanda à Tchou En-Laï si la haine qu'il nourrit envers ces « diables d'étrangers » n'avait pas ses racines dans la façon dont on l'avait traité en occident.

« Non — répondit Tchou — les occidentaux ne m'ont pas maltraité, ni physiquement, ni intellectuellement, même s'ils regardent les gens de ma race comme des inférieurs. A Paris j'étais « le Chinois », à Londres « the Chink », à New York « the Shinee » mais là n'est pas la raison de ma haine; je les hais pour leurs principes. Pour mieux dire, je ne hais aucun d'eux pris individuellement. J'ai été, je puis être l'ami d'un occidental mais je ne peux partager leurs idées capitalistes et impérialistes. Voilà ce que je hais, non pas l'homme occidental, mais ce qu'il représente et ce pour quoi il lutte ».

Tchou :

un homme paradoxal

On a dit de Tchou — et à juste titre — qu'il est un homme paradoxal. Quand il était à l'Université de Nankin, il jouait volontiers la comédie et remportait un vif succès dans les rôles féminins qu'il interprétait avec une délicieuse voix de tête et une grâce, un charme que bien des jouvencelles lui auraient enviés. Il se diploma brillamment. Il avait été l'un des étudiants les plus populaires, séduisants, excellent danseur, bon camarade. Il disait « l'homme qui se fait ne fût-ce qu'un seul ennemi, est un insensé ». Mais l'un de ses professeurs ne vit en lui qu'un tempérament froid, dur, ambitieux et impitoyable; et le général Tchou Teh, son biographe, dit de lui que c'est « un homme de fer ».

Rien de commun entre Tchou et Mao

Une chose est sûre: les deux hommes les plus puissants de la Chine actuelle n'ont en commun aucun trait de caractère, ce qui est la raison probable de leur accord. Ils se complètent réciproquement et ont besoin l'un de l'autre: s'il en était autrement, ils se seraient déjà pris au collet.

Mao appartenait à la classe paysanne qui se révolta contre les mandarins et les propriétaires terriens pour avoir du pain et l'espace vital. Tchou provenait de la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe des intellectuels, des commerçants, des employés qui se rebellèrent contre un ordre social qui diminuait leur prestige et offensait leur dignité. Quand les paysans et les intellectuels s'unirent, la Chine nationaliste et le vieux régime furent irrémédiablement condamnés.

Mao venait d'un village perdu, si petit que personne n'a pu retrouver son nom sur la carte de la Chine: Hunan. Le père de Mao était un fermier qui faisait aussi des prêts sur gages. A 26 ans, Mao quitta son village et arriva à Pékin, mais — et c'est là peut être seul trait de son caractère qu'il a en commun avec Tchou En-Laï, il était fortement attaché à la terre et ne cessa jamais de faire cause commune avec les paysans. Là est le secret de son ascendant sur le peuple: environ 440 millions de chinois, sur 500 millions, sont d'origine paysanne et demeurent sentimentalement attachés à la glèbe. Et tous ces gens considèrent Mao comme l'un des leurs, qui ne peut penser et agir que pour leur bien.

Du reste ceux qui ne semblaient pas d'accord avec Mao furent éliminés sans hésitation. Telle était et est encore la règle.

L'ennemi acharné des étrangers

Tchou En-Laï est né à Shangai mais il a passé ses années de jeunesse en Mandchourie. Son père était très orgueilleux de sa famille qu'il faisait remonter à Confucius et c'est lui qui apprit à son fils tout ce qu'il fallait savoir du grand philosophe. Du reste, le père de Tchou En-Laï devait être un homme d'une culture peu commune si, comme on le dit, c'est lui qui dirigea la formation spirituelle de ce fils doté d'une

culture générale exceptionnelle, surtout à l'époque. En outre, il l'incita à voyager le plus possible. La mère de Tchou était elle aussi une femme peu ordinaire pour son temps et son pays: non seulement elle savait lire et écrire, mais elle avait reçu dans sa famille un excellente éducation qu'elle avait transmise à son fils. Sous la dynastie mandchoue des Ts'ing, la famille de Tchou, grâce au traitement du père jouissait d'une certaine aisance, et menait une vie certes plus confortable que celle des ouvriers et des paysans. Mais quand la dynastie des Ts'ing ne fut plus au pouvoir, le père de Tchou perdit son emploi. Il se transféra à Tien Tsin avec sa famille et installa un petit commerce qui lui rapporta bientôt assez pour qu'il pût envoyer son fils à une école missionnaire américaine. « *Mon père — à déclaré Tchou En-Laï à diverses reprises — m'envoya dans une école de type occidental pour apprendre les secrets des « diables étrangers » pour que, les connaissant, je puisse les battre sur leur propre terrain* ». En répétant ces paroles de son père, Tchou ne manquait jamais de sourire, et il ajoutait: « *Les diables étrangers son venus en Chine — disait mon père — pour nous dérober notre héritage, ils contrôlent nos affaires et nous sucent le sang, envoyant l'argent qu'ils nous gagnent à l'étranger pendant que le peuple chinois meurt de faim: ils ne se soucient nullement du pays sur lequel ils s'enrichissent; tout ce qu'ils désirent est l'argent pour pouvoir le dépenser chez eux* ». Et c'était l'opinion commune. Le gouvernement chinois, corrompu, fut accusé d'avoir vendu la Chine aux « diables étrangers ». Ce qui amena en 1919 la révolte des étudiants qui accusaient le gouvernement de s'être incliné devant les prétentions inacceptables du Japon. Le chef de ce soulèvement était un étudiant de 20 ans, Tchou En-Laï. Le mot « communiste » était encore inusité en cette année 1919 où il fit son entrée dans le monde politique. Comme divers millions d'autres jeunes chinois, Tchou En-Laï était un mécontent, un jeune homme exaspéré par la faiblesse du gouvernement de son pays, aussi bien vis-à-vis du Japon que vis-à-vis des « diables étrangers ».

Cette année 1919 devait être d'une importance capitale pour le jeune étudiant: non seulement il jeta cette année-là les bases de cette carrière politique qui devait le conduire à la tête de son Pays, mais elle fut déterminante également pour sa vie privée. Au cours des manifestations subversives, il fit la connaissance d'une jeune étudiante de

17 ans, Teng Ying-Tchao, une fille moderne qui croyait à la parité des droits de la femme et de l'homme et à la nécessité de li-



bérer la Chine de la domination étrangère. Quelques mois après l'avoir rencontrée Tchou En-Laï l'épousa et ils commencèrent ensemble cette croisade qui devait faire d'eux la couple le plus puissant de la Chine. Elle fut la première femme élue au Comité central communiste, et c'est elle qui aida Tchou à former ce qui devait être la base du puissant parti communiste chinois actuel.

Le troisième larron ...

Le reste, les dernières années de la politique chinoise avec la polémique ouverte contre le Kremlin, l'agression contre l'Inde, la présence effective en Europe (Albanie), la crise où Pékin a placé tout les partis communistes du monde en faisant vaciller la domination absolue de Moscou et en affaiblissant le Comecon, le Pacte de Varsovie et tout l'échafaudage rouge que Staline maintenait par la terreur, le reste on le connaît.

Si quelque chose de nouveau s'agite aujourd'hui derrière le rideau, on le doit indirectement à la Chine, au conflit entre Pékin et Moscou qui a permis aux petits états vassaux de revendiquer leur indépendance, en se plaçant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, au milieu de cette colossale polémique qui peut amener le monde communiste à une clarification ou à l'écroulement définitif.

Une allocution de M. Etienne de la Vallée Poussin

NOUVELLE PHASE EUROPEISTE

La Commission de l'Europe Centrale et Orientale a tenu dans les derniers jours de juin dernier, une réunion à Bad-Godenberg, au cours de laquelle son président M. Etienne de la Vallée Poussin, a prononcé l'allocution ci-dessous. Dans notre prochain numéro nous publierons le texte de l'intervention du fondateur de notre revue M. Constantin Dragan, au cours de la même réunion.

La politique européenne doit entrer en ce moment dans une nouvelle phase. Au lendemain de la guerre la préoccupation des européens a été avant tout de se défendre contre le danger d'une agression russe.

Dans ces conditions, la politique de l'alliance atlantique et l'organisation de l'alliance atlantique, ont été leur principale préoccupation et pendant toute l'ère stalinienne le renforcement des forces militaires, notamment en Allemagne, a été l'essentiel de leur préoccupation.

L'Europe n'est plus sur la défensive

Depuis la fin de l'ère stalinienne, depuis que des difficultés se sont élevées entre russes et chinois, depuis que la communauté économique européenne a pris son essor, l'Europe n'est plus essentiellement sur la défensive. Elle se considère comme en sécurité. Il est à peu près certain que sur le front européen, le danger de guerre est à peu près totalement écarté car personne, même après la politique individualiste du Général de Gaulle, ne songera à commencer une agression contre l'alliance atlantique qui reste très puissante. Mais une politique positive peut et doit maintenant être entreprise.

Il faut non seulement écarter les dangers de guerre, mais il faut que l'on puisse organiser l'Europe de manière à ce qu'elle prenne sa figure définitive et qu'elle soit viable.

Dans ce contexte beaucoup de problèmes ont disparu, le problème de l'Autriche, le problème de Trieste, mais il reste deux problèmes brûlants, le problème de Berlin et le problème de la division de l'Allemagne, qui crée une situation artificielle, malsaine en elle même, et qui peut toujours être à l'origine d'une danger.

Que faut-il faire pour que sans opérations militaires agressives, une solution puisse é-

tre obtenue dans ces deux domaines?

Il faut d'abord se rendre compte que la situation de l'Allemagne de l'Est n'est pas exactement la même que celle des autres pays derrière le rideau de fer. Les autres pays derrière le rideau de fer sont de véritables nations et dans la mesure où l'influence militaire des russes diminue ou disparaîtra, ces pays aspirent d'abord à retrouver leur indépendance, leur totale souveraineté, et ils sont animés d'un mouvement nationaliste puissant et peut-être d'ailleurs quelquefois excessif.

L'Allemagne, au contraire, ne peut pas être mue par un pareil nationalisme car l'Allemagne de l'Est n'est qu'une partie d'un peuple étendu qui certainement aspire à son unité des deux côtés du rideau de fer.

C'est dire que le gouvernement de l'Allemagne de l'Est ne peut pas être un gouvernement qui incarne le nationalisme de l'Allemagne de l'Est comme c'est le cas dans les autres pays.

Et c'est ce qui fait que ce gouvernement est à la fois plus dépendant de Moscou, moins libre, moins fort intérieurement et que dans son ensemble l'état Est allemand est moins oriental que les autres pays de l'autre côté du rideau de fer.

Ce qu'il faut faire pour l'Europe

Que devons-nous faire dans ces conditions? Il est certain que sur le plan économique tant que l'Allemagne de l'Est sera à l'intérieur de la zone russe, l'économie allemande restera très semblable à celle des pays voisins dans le cadre de l'idéologie communiste pour régler ses problèmes d'une façon contraire. Parce qu'elle n'aura pas un sentiment national et un sentiment de vie intérieure du peuple pour favoriser cette évolution.

En revanche, l'Allemagne de l'Est sera toujours un pays qui du point de vue natio-

LA RECHERCHE SPATIALE EN FRANCE

par
ROBERT ARON

Nous publions ci-dessous l'article annoncé dans notre dernier numéro. Dans le numéro prochain, un second article de R. Aron sur « Le groupe 85 » et la Recherche scientifique

Lorsque se produit une des grandes inventions techniques qui révolutionnent la vie des hommes, telles que l'automobile, l'avion ou le satellite spatial, l'essentiel n'est pas tant d'être le premier à mettre au point la découverte que de rester dans le peloton de tête, et de pouvoir ainsi s'associer et contribuer aux progrès futurs. L'histoire nous montre en effet que les premiers, quelle que soit leur avance, ne bénéficient jamais d'un avantage durable.

La France a joué ce rôle de pionnier et de découvreur pour l'auto et pour l'avion. Les premières voitures automobiles d'Europe ont été construites en France. Les premiers voyage aériens véritables ont été ef-

Manche a été faite par un Français, Blériot, et ce fut un exploit sensationnel, qui frappa autant l'opinion de l'époque que le lancement du premier homme dans l'espace par le moyen d'un spoutnik. Mais cette priorité dans la découverte n'a pas réservé à la France le monopole de son exploitation future: la production automobile s'est développée aussi vite à Détroit, aux Etats-Unis. L'Allemagne et l'Italie ont largement rattrapé leur retard. Aujourd'hui, on ne se souvient plus du mérite des premiers inventeurs français. De même pour les avions: la production française, à qui l'on doit la *Caravelle*, garde un rang très honorable dans la fabrication mondiale d'avions. Il n'empêche que les Etats-Unis, l'U.R.S.S., ont aussi leurs longs courriers à réaction qui sillonnent le ciel mondial.

Il ne convient donc pas, quand il s'agit de progrès technique, de s'hypnotiser sur les premières réussites, mais de faire le nécessaire pour n'être pas dépassé, et pour pouvoir intervenir utilement au moment de l'utilisation courante des nouvelles découvertes. Telle est, semble-t-il, la politique suivie par la France pour la recherche spatiale.

(suite en p. 8)

E. de La Vallée Poussin

nal manquera d'énergies, manquera de forces.

Il faut donc essayer que les peuples voisins de l'Allemagne de l'Est perdent le plus rapidement possible leur méfiance à l'égard de l'Allemagne.

Les peuples de la Pologne, de la Tchécoslovaquie auraient intérêt à sentir eux aussi la sécurité que nous éprouvons à l'Ouest parce que s'ils sentent la même sécurité ils n'éprouveraient pas le besoin de maintenir des troupes russes en Allemagne de l'Est et ils pourraient eux mêmes échapper à l'occupation des troupes russes.

Par conséquent, nous devons d'une part essayer de rassurer les pays de l'autre côté du rideau de fer par tous les moyens possibles et notamment par le développement des relations culturelles et économiques et en faisant même une politique économique favorable à ces pays, parce que c'est le seul moyen d'augmenter notre commerce avec eux.

Nous devons mettre l'Allemagne de l'Est dans les mêmes conditions favorables parce que sous ce point de vue nous ne devons pas la séparer des autres pays, mais nous devons d'autre part essayer d'obtenir que l'Allemagne de l'Est n'étant plus un élément essentiel de la sécurité de la Russie et des pays de l'autre côté du rideau de fer, les objections à la réunification de l'Allemagne diminuent. Cette réunification ne pourra certainement pas être faite d'un coup et en une fois, mais l'on peut imaginer dans une atmosphère où la confiance serait plus étendue, où petit à petit les relations entre les deux Allemagnes s'accroîtraient, qu'une situation particulière naisse, et que, à un moment donné, surtout dans le cas d'un rapprochement des pays du pacte de Varsovie et des pays du pacte atlantique, une intégration plus grande des deux parties de l'Allemagne puisse se produire.

Au delà il est difficile de voir et si nous arrivions déjà à ce résultat il y aurait certainement des perspectives beaucoup plus rassurantes.

Sans doute, du fait des circonstances, ce pays n'a-t-il pas bénéficié de la même avance que les Etats-Unis ou l'U.R.S.S. Sans doute dispose-t-il de moyens matériels moindres que les deux géants de l'Ouest et de l'Est. Mais, la compétence de ses chercheurs est telle, la méthode employée pour progresser dans la recherche spatiale est tellement bien conçue que, dès maintenant, les résultats commencent à s'imposer.

Dans un article publié le 3 octobre 1964 par la revue *Air et Cosmos*, le Général Aubinière, directeur général du Centre National d'Etudes Spatiales (C.N.E.S.) mettait en lumière deux points: d'une part, que le travail de recherche prévu pour l'année 1964 se poursuivait de façon très favorable, d'autre part, que les réalisations « spectaculaires », c'est-à-dire le lancer des satellites, aurait lieu à la fin de l'année suivante, dans les derniers mois de 1965.

Voyons de quelle façon ces deux affirmations se sont réalisées.

* * *

L'année 1964 a vu à la fois l'extension des études spatiales et celle des résultats obtenus. En dehors des organismes spécialisés existant déjà, trois Facultés, celles de Paris, de Marseille et de Toulouse ont reçu une vocation spatiale et on vu se former des groupes de chercheurs qualifiés.

Des expériences ont été faites en de nombreux domaines: astronomie, étude de l'atmosphère, études ionosphériques, physique, cosmique, biologique. De très beaux résultats scientifiques, d'intérêts internationaux, ont été ainsi obtenus: en particulier, ces expériences ont permis, d'une part, la découverte de la turbonave, qui marque la limite de la turbulence atmosphérique vers 100 kilomètres d'altitude et, d'autre part, les premières mesures directes de la température au-dessus de 100 kilomètres.

Ces résultats ont été obtenus au moyen de ballons ou de fusées-sondes.

Fabriqués désormais par l'industrie à Aire-sur-Adour, les ballons de 5000 m³ et 50.000 m³, mis au point par le service d'Aéronomie du Centre National de Recherche Spatiale, sont lâchés d'un centre de lancement situé à Aire et devenu opérationnel en septembre 1964. L'usine fabrique plus de deux ballons par jour; près de la moitié de la fabrication est exportée pour utilisation par des laboratoires étrangers (Norvège, Suède, Suisse...).

En ce qui concerne les fusées-sondes, il en a été tiré 28 au cours de la campagne 1963-1964. Elles correspondent à toute une gam-

me d'engins, conçus pour satisfaire à des utilités diverses. Telles sont:

— la fusée DRAGON, fusée à deux étages à poudre, qui peut emporter une charge de 50 kilos à 500 kilomètres;

— la fusée VERONIQUE, à un étage, qui peut emporter 100 kilos à 350 kilomètres.

— la fusée RUBIS, qui peut emporter une charge utile de 50 kilos à 2.000 kilomètres:

— la fusée VESTA, dont l'altitude de culmination prévue est 500 kilomètres, avec une charge de 200 kilos.

Le succès déjà remporté par le lancement de ces fusées, parfois dans des conditions très difficiles, est une preuve que le C.N.E.S. a maintenant la maîtrise complète des tirs de fusées.

* * *

Il va donc s'agir maintenant, après ce travail de recherche méthodique, de procéder à des réalisations « spectaculaires », c'est-à-dire le lancer de satellites.

Pour effectuer cette opération, la France a mis au point un lance-satellite *Diamant* qui est dès maintenant en mesure de fonctionner. Si rien ne vient entraver sa mise en application, on peut prévoir dès maintenant que, dans les mois à venir, la France va opérer la mise en orbite de 5 satellites.

A la fin du mois de novembre, une première fusée de ce type sera mise à feu au centre interarmes d'essais d'engins spéciaux.

Cette fusée sera porteuse d'une charge utile pouvant être mise en orbite — une capsule expérimentale — ce qui constituera une première tentative de satellisation.

Si cette première expérience s'avérait défectueuse, un second lancement identique serait effectué dans les 10 jours qui suivraient. En principe donc la France devrait, avant les premiers jours de décembre, devenir la troisième puissance après l'U.R.S.S. et les U.S.A. à avoir mis un engin à orbite autour de la terre par ses propres moyens.

A cette première campagne de tir succédera, dès le début de 1966, une seconde série, comprenant trois réalisations. Deux autres mises en orbite d'un satellite artificiel seront réalisées avec des fusées *Diamant*. Après quoi, un cinquième satellite F.R.1 sera lancé avec une fusée américaine *SCOUT*, à partir d'une base américaine, située à Vandenberg, en Californie.

Ainsi, si tout marche bien, quatre ou cinq satellites français tourneront autour de notre planète dans les semaines qui vont venir. Dans cette trop courte étude, nous avons voulu montrer qu'il ne s'agit pas d'une improvisation hâtive, mais de l'aboutissement de tout un travail méthodique accompli par les techniciens français.

L'étape la plus importante

FEU VERT POUR L'EUROPE VERTE

L'accord du 24 juillet conclu à Bruxelles entre les « Six » à propos du Marché Commun agricole est une des plus grandes victoires de l'euro-péisme. A la fin des travaux, Mr. Hallstein, président de la Commission du Marché Commun, a tenu une conférence de presse qu'il a commencée par ces mots :

« L'étape que nous venons de franchir est la plus importante de toute l'histoire de la Communauté économique européenne. Il ne s'agit pas seulement d'un épisode de la vie de cette Communauté. Il s'agit de la fin d'une phase de son développement ».

Des négociateurs qui voulaient l'Europe

On dit déjà que cet accord, toutefois, vaut davantage par ses conséquences que par son contenu. Il manque peut-être en effet de cohérence sur le plan économique général : mais ceci, fait-on justement observer, n'est qu'une question purement technique que les experts pourront résoudre avec le temps. Ce qui est important c'est qu'il a permis de constater, en premier lieu, quelques changements positifs fondamentaux dans le comportement des négociateurs : les six partenaires bruxellois, disent les commentateurs, étaient clairement animés, cette fois, du désir d'aboutir, tous, sans exception. Le correspondant du quotidien français « Le Monde » signale que « *les réticences des négociateurs italiens et néerlandais n'ont jamais dépassé les limites des réactions que l'on attend de la part d'hommes responsables de la défense d'intérêts concrets* » et que « *nulle opposition à la philosophie même de la politique agricole commune ne s'est manifestée comme ce fut le cas jusqu'en 1964 de la part des Allemands* ». Une autre conséquence importante de cet accord est qu'il va enfin permettre aux Six d'aborder les conversations du « Kennedy Round ». Enfin, en fixant des prix communautaires élevés, il aura l'avantage d'apporter aux agriculteurs des satisfactions immédiates en matière de prix.

On sait que les Six avaient à jeter les fondements d'une organisation européenne des marchés de trois nouveaux produits agricoles : sucre, matières grasses, fruits et légumes. Les problèmes qui se posaient à cet égard avaient paru tellement délicats qu'on les avait renvoyés à plusieurs reprises.

Voici comment ils ont été résolus :

Marché libéral du sucre dans huit ans

Le grand problème était de savoir si le futur marché commun du sucre serait régi par des dispositions d'inspiration libérale comme les marchés déjà organisés — céréales, produits laitiers, volailles, viande de porc, etc. — c'est-à-dire si l'objectif serait d'aboutir à une spécialisation des régions en fonction de leurs aptitudes de production ou si la défense des intérêts existants conduirait les Six à freiner les évolutions souhaitables et la préparation de l'avenir en maintenant des contingents nationaux.

Pour protéger les productions sucrières peu compétitives, mais défendues par des « lobbies » fort efficaces, les Allemands et les Italiens ont en effet obtenu dans l'accord un régime transitoire de huit ans qui va empêcher la suprématie française de s'affirmer brutalement dès 1968. Ce régime aboutit à réserver une partie de l'augmentation de la consommation des ressortissants de ce pays à leurs fabricants nationaux. Au-delà de cette période de huit ans, il est entendu que le libéralisme reprendra ses droits, à l'intérieur, bien sûr, d'une solide protection contre la concurrence du marché mondial, dont les cours sont trois fois plus bas que les prix du futur marché unifié. (Le libéralisme de l'Europe verte trouve toujours très rapidement ses limites.) Il n'est d'ailleurs pas certain que cette libre circulation, prévue pour 1975, ne doive pas être complétée par un système de contingentements européens si la production devenait pléthorique. Pendant la période transitoire, les différentes industries sucrières nationales se verront

assigner globalement des quotas de production: 6.480.000 tonnes pour l'ensemble de l'Europe, dont 1.750.000 tonnes pour l'Allemagne, 2.400.000 pour la France, 1 million et 230.000 pour l'Italie et 550 mille tonnes chacun pour les Pays-Bas et la Belgique. Le prix que recevront les planteurs pour leurs betteraves sera variable, selon que ces quotas seront dépassés ou non et en fonction de l'importance du dépassement.

On notera que l'accord, tout en n'admettant pas le principe de la libre circulation pendant la période transitoire, prévoit un système qui, en fait, avantagera les industriels les mieux équipés au détriment des « marginaux »: seuls en effet les premiers pourront s'offrir le luxe de produire des quantités importantes en dépassement des quotas, puisqu'ils auront des frais réduits au strict minimum.

Amélioration des produits laitiers

Il s'agissait de prévoir le niveau auquel se situerait le futur prix européen du lait applicable à l'ensemble du marché unifié à partir de juillet 1968. Les deux thèses extrêmes en présence étaient celles des Belges et des Néerlandais. Le gouvernement de Bruxelles demandait que le prix européen soit fixé à un niveau suffisamment élevé pour qu'il ne soit pas obligé d'abaisser son prix national — relevé à la veille des dernières élections, — ce qui l'aurait placé dans une situation très difficile vis-à-vis de sa payannerie. Il réclamait ainsi au maximum 39 pfennigs par kilo.

Le gouvernement néerlandais lui aussi ne voulait pas aller au delà de 38 pfennigs. En pleine période d'implantation il ne se satisfaisait pas de prendre le risque d'une hausse supplémentaire de prix. De plus les Pays-Bas, guidés essentiellement par des considérations commerciales, se préoccupent davantage d'abaisser le prix de revient de leurs produits laitiers pour conquérir de nouveaux marchés que d'améliorer les revenus de leurs agriculteurs, qui, au demeurant, comptent plus sur leurs gains de productivité et la bonne organisation de leurs circuits de ramassage que sur des hausses de prix pour parvenir à ce résultat.

Finalement, les Pays-Bas ayant été isolés à Bruxelles, c'est le chiffre de 39 pfennigs qui a été retenu par le conseil. Cependant, il a été convenu que la Communauté abandonnerait la notion de prix indicatif du lait départ de la ferme tel qu'il existe par exemple en France au profit d'un prix indicatif à l'arrivée de l'usine (prix dont on s'effor-

cera d'assurer le respect par des interventions de soutien).

Les Six sont ainsi arrivés au chiffre de 41,20 pfennigs (39 + 2,2), comme prix rendu usine, ce qui correspond après conversion pour tenir compte de la définition française à un prix de 48,3 centimes. C'est le seul chiffre qui sera publié officiellement, en sorte qu'il sera très difficile de savoir, à cause de la grande diversité des frais de ramassage, s'il correspond dans tel cas à une hausse ou à une baisse par rapport au prix actuel.

Intervention automatique pour régler les prix des fruits et légumes

Le problème consistait à donner aux producteurs de fruits et légumes — les plus exposés de tous les agriculteurs aux caprices du climat et aux effondrements de marché — une garantie de revenus suffisants sans pour autant entraîner l'Europe dans une aventure coûteuse et sans pousser au développement d'une production de type anti-économique. Le problème a pris une acuité particulière ces dernières années du fait de l'importance de la culture fruitière et légumière dans certaines régions de l'Italie, pays qui, on le sait, s'estime lésé par la politique agricole commune: les délégués de Rome reprochent à la commission d'avoir surtout organisé jusqu'à présent les marchés des produits intéressant les agriculteurs des autres pays et de n'avoir rien fait pour ceux qui produisent des denrées périssables. L'Italie avait, le 5 décembre 1964, obtenu de ses partenaires l'assurance que la responsabilité financière communautaire serait étendue au marché des fruits et légumes. Il restait à déterminer comment.

La commission avait suggéré dans ses propositions au conseil que des mesures soient prises pour encourager la création de groupements de producteurs de fruits et de légumes. L'existence d'un tel réseau de groupements constitué « à la française », c'est-à-dire dans l'esprit de la loi complémentaire agricole de 1962, serait déjà un premier moyen de discipliner l'offre et de régulariser les cours.

La commission proposait aussi de soutenir les marchés non seulement en retirant les excédents, aux frais du Trésor national et du Fonds agricole européen, mais en accordant des subventions à l'exportation (restitution). Il s'agissait en somme d'accorder pour ces marchés aux caractéristiques très spéciales, des garanties comparables à celles dont bénéficient la plupart des autres

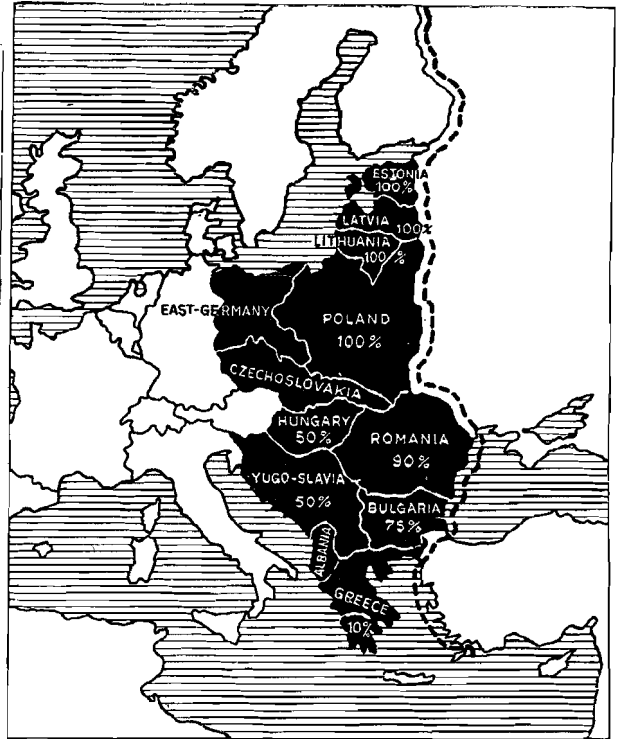
number 8-9

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETTIN EUROPEEN"

ROME

AUGUST - SEPTEMBER 1966



— President Charles de Gaulle met a boisterous popular welcome coupled with demands for more freedom from France as he arrived in this Pacific Ocean territory on the fourth lap of a world tour.

The 75-year-old French leader was nearly mobbed by thousands of curly-haired Melanesians and European who smashed police barriers and swept away security forces to hug the president.

De Gaulle flew in from Phnom Penh, Cambodia, where he issued a major appeal to the United States to facilitate the opening of peace talks by fixing ahead of time the deadline for their pullout from Vietnam.



B U L G A R I A

Changes in the Fatherland Front

"Because of the great pressures of work," Georgi Traykov, secretary of the Bulgarian Agrarian Union and Chairman of the Presidium of the National Assembly, resigned as one of the three deputy chairmen of the National Council of the Fatherland Front. He had held this post since March 1963. For the same reason, the new Minister of Justice, Svetla Daskalova, resigned as a member of the Front's Executive Committee. Nikolay Georgiev was elected to replace Traykov and Yanko Markov replaced Svetla Daskalova. Both men are members of the Agrarian Union.

Another change in the mass organization involved the abolition of the post of Secretary General, until now held by Vladimir Bonev, who has become a deputy chairman. (Radio Sofia).

Tourism

The mixed Yugoslav-Bulgarian commission for cooperation in tourism held a two-day session in Belgrade at the end of March for the purpose of deciding on measures to increase tourist exchange. The commission worked out a plan for organizing one-week trips between the Black Sea and the Adriatic this summer. The Sofia-Belgrade airway is to resume operations, and direct trains are to be introduced on the Belgrade-Sofia-Istanbul railway. (BTA).

The Bulgarians have also taken steps to encourage the large numbers of tourists who stop in Bulgaria on their way elsewhere to spend more time (and hence more money) in the country. This year foreign tourists who enter the country on transit visas may spend seven days in Bulgaria instead of 48 hours, as previously. (Radio Sofia).

Personnel Shifts

Top-level changes continued to be made in the personnel of the party and government in what began to seem like a general reorganization. The Politburo and the party Central Committee named Angel Todorov as the new head of the CC's organizational department replacing Stoyan Stoyanov, demoted to deputy chairman of the committee on light industry. Anton Penev, new chief of the CC's department for transport and communication, replaces Lambo Teolov. Todorov had been deputy chief of the organizational department until last June, when he was made a secretary of the Sofia party committee.

The Central Committee's science and education department also got a new chief—Georgi Brankov—who until March 12 was a member

of the government in his capacity as chairman of the committee for construction and architecture. The former chief, Stefan Vassilev, was made first secretary of the Sofia party committee in place of Vladimir Videnov, who on March 12 was appointed Minister of Architecture and Public Works. In addition to these changes, the plenum created a new CC department for work with mass organizations and the Turkish population. Ali Rafiev, a party CC member, and hitherto first secretary of the Silistra district party committee was made chief of the new department. (*Rabotnichesko Delo*).

More changes in the government were announced in a March 29 decree and resulted in the naming of a number of new deputy ministers and deputy chairmen of committees. Most of the shifts were the consequence of a new policy aimed at releasing the directors of the nation's largest economic trusts from their dual functions as deputy ministers or deputy chairmen of committees. Only two officials were relieved of their posts for causes other than those involving reorganization. Vasil Markarski, deputy minister of transport and communications, was dismissed on the grounds of "expediency," and Angel Budev was removed, without explanation, as deputy chairman of the committee on culture and art. Markarski's name has cropped up repeatedly in connection with the April 1965 conspiracy, and it seems likely that he has now been purged.

Among the list of new appointees was the name of Kharalambi Georgiev Traykov, son of President Georgi Traykov. Formerly chief editor of *Zemedelske Zname*, he is now deputy minister of foreign affairs. (*Rabotnichesko Delo*)

Trade with China

Bulgaria and Red China signed an agreement in Sofia on March 16, on goods exchange and payments for 1966. The agreement provided for an 11 percent increase in trade over 1965. Bulgarian exports will include lead and zinc; the Chinese exports will consist of such goods as tin, asbestos, antimony, mercury and automobile tires. (*Rabotnichesko Delo*).

Trade Increase with France

A long-term trade agreement between Bulgaria and France, which provided for a 33 percent increase in goods exchange in the 1966-69 period, was signed in Paris on March 23. The annual exchange for each country will amount to 155 million francs (\$31 million). French exports will consist mainly of heavy machinery, chemical products, fiber plastics

and paper goods; Bulgaria will sell tobacco, lamb, tomatoes and wood products. A special clause in the agreement covered economic, technical and scientific cooperation. A mixed commission of representatives of the two countries will meet periodically to plan coordination of industrial programs; mixed enterprise for production and marketing of output will also be created. (Rabotnichesko Delo).

Writers Union Head Dies

Dimitar Dimov, the 57-year-old chairman of the Bulgarian Writers Union, died in Bucharest on April 1. He was in the Romanian capital heading a delegation to discuss cooperation with Romanian writers. Dimov, who joined the communist party in 1946 had the reputation within the Writers Union of being a moderate and was responsible for efforts aimed at bringing about a reconciliation between warring factions. (Rabotnichesko Delo).

Arms to Yemen

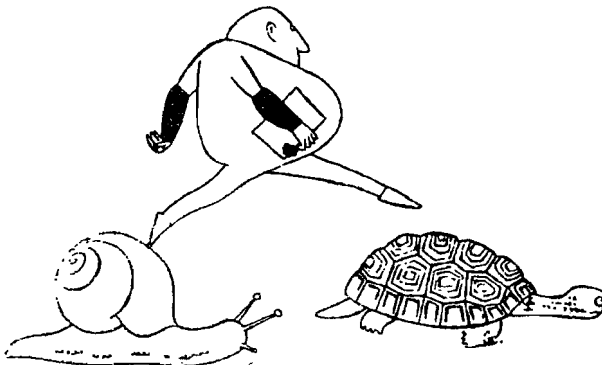
For the past three years Bulgaria has been selling Russian-made arms to royalist forces in Yemen for use against the republican government. According to a statement made by Bushrod Howard, registered agent in the US of the royalists, "anyone who has been in the clandestine arms business knows that if you want to buy arms for any purpose, you go to the Russians through Bulgaria." Contacts were made through the Bulgarian military attaché in Paris. The arms were shipped to a western European country such as Austria or Greece,

with cases marked "In transit." Shipments of arms from Bulgaria have caused several incidents in the past. The latest one occurred in January, when Lebanese authorities seized a shipment of 1,500 automatic rifles which were being unloaded from a Bulgarian ship in Beirut.

Water Transport Stressed

A Bulgarian-Soviet transport protocol covering the 1966-70 period was signed in Moscow on February 7, with the aim of facilitating the transport of perishable goods by water rather than by rail. The agreement called for more transportation on the Danube and Black Sea, and provided for the enlargement of the Bulgarian Danube ports of Ruse, Svishtov and Lom, and the Soviet ports of Reni and Ismail. It also called for the enlargement of the Bulgarian merchant marine and the Danube and Black Sea fleet. (Rabotnichesko Delo).

Bulgaria's Minister of Transportation and Communications, Pencho Kubadinsky, described the agreement as the result of ever-increasing trade between Bulgaria and the URSS, which has made it necessary to find more adequate and rapid transport links. By 1970 trade between the two countries is expected to reach 17 million tons annually, as compared with 9.2 million in 1960. Until 1963, transportation was mainly by rail; by 1970, water transport over the Black Sea is scheduled to increase to 11,773,000 tons as compared to 5,795,000 in 1965, and over the Danube, to 3,731,000 as compared to 2,357,000. Bulgarian imports will continue to be much greater than Soviet imports.



Great leap forward

Dikobraz PRAGUE

CZECHOSLOVAKIA

Irresponsible Writers

The impenitent editors of *Literarni Noviny* were brought to heel in March when the party ordered a staff reorganization. Martin Vaculik, announcing the changes at a March 20 district party conference, charged that Czech-language monthly of the Writers Union had opened its pages to "irresponsible" writers who discussed only the "mistakes and negative examples" in in Czechoslovak society, thus evoking feelings of skepticism and alienation. In spite of repeated criticism which had been "openly and more than once discussed with the comrades in the leadership of the editorial office and of the Writers Union," *Literarni Noviny* had changed its practical orientation only "superficially and hesitatingly."

The subsequent changes ordered by the Writers Union, however, were an obvious compromise. Editor-in-chief Milan Jungmann was designated "responsible editor" and told to account to the editorial board he previously headed. Of the new "inner management" of this board, chairman Bohuslav Brezovsky is an orthodox novelist, Milan Kundera is an outspoken non-party poet, and Jan Otcenasek is a formerly orthodox novelist who has shown himself more sympathetic to younger revisionist writers in recent years. The editorial board is instructed to "prepare a plan for the future work of *Literarni Noviny*, to analyze the work of the editorial staff, and to adopt measures—including measures concerning personnel—for its improvement, and in particular, to resolve the situation in the sector of the political publicists (who are the chief culprits)." The Union will further discuss the question of enlarging the editorial board. (*Literarni Noviny*).

Both *Literarni Noviny* and its Slovak counterpart *Kulturny Zivot* have been under attack since 1964 and both were specifically named in the January 1966 *Zivot Strany* article criticizing "disquieting trends" in literature and the cultural periodicals.

On April 5, the Presidium of the Union appointed two new members of the editorial board, Oldrich Danek, a young playwright, and Vladimir Neff, a novelist of bourgeois origin who belongs to the pre-war literary generation. Both men can be expected to heed the directives of the party's ideological mentors. Jaroslav Putik, a communist publicist, who is also the author of travelogues and novels, resigned from the board. (*Literarni Noviny*).

LIBERALISATION vs. DEMOCRATIZATION

In spite of the ideologists' obvious displeasure with "disquieting trends," *Rude Pravo* (April 1) carried a strong plea for diversity in culture which reflected the growing ferment in Czechoslovak intellectual circles. Written by Jiri Hajek,

editor-in-chief of the literary review *Plamen*, the article maintained that the writer in Czechoslovakia today must fight for a wider scope for all shades of opinion but it followed the current line on the question of free expression:

In essence, we are faced with an intensifying conflict of two different opinions on the basic standards of cultural-political problems, formulated by Peter Karvas as "liberalization" and "democratization". Liberalization is merely an attempt to equalize the rights of the opposition and the permission of the most varied opinions, the turning of the nonintervention principle into the basic aspect of the party's cultural policy. Democratization of the party management of our culture is almost identical with the Italian Communist Party's principle of the "autonomy of culture." The party wants to "intervene" in culture for the benefit of the best possible development of trends and forces which are socially active in order to realize the humanitarian aims of socialism. The active participation of communist writers and cultural workers in forming the party's cultural policy would diminish the necessity of direct administrative measures and simultaneously would expand the party's influence on culture.

Hajek further argued that literature cannot be created "according to directives" and that the young writers cannot be won over "through forcible restrictions" or by "repeating the catechism". He concluded that the party should confront all trends in honest discussion in order to convince those who disagree. "However, the party also has the right to appreciate more those works that are the most valuable for its social practices."

WRITERS PROTEST TO MOSCOW

In a flat statement dated March 15 the official Czechoslovak news agency denied reports that the Czechoslovak Writers Union had sent a delegation to Moscow to protest the Daniel-Sinyavsky trial. Their sole task according to CTK was to sign an agreement on cooperation between their organization and the Soviet Writers Union. The denial was presumably in answer to a detailed story in the Italian communist party daily *L'Unita* (March 15) which claimed that "The Union of Czechoslovak Writers has been occupied with the question of the Sinyavsky-Daniel trial for a number of days ... [and] wants to have more detailed and precise information on the entire question..." The Italians went so far as to say that the Czechoslovak Union felt that the trial would have had a different outcome if it had taken place in Czechoslovakia.

The majority of the Czechoslovak writers have read the comments appearing on the question in the newspapers of many communist parties

and signed by communist intellectuals such as Aragon in France, and they have indicated similar opinions and concern.

Rude Pravo elaborated on the Soviet-Czechoslovak agreement on March 18—explaining that it provided for an expansive exchange of literary works, joint conferences and seminars, joint evaluation of contemporary poetry, and an increase in mutual visits—but made no mention of the trial nor of the **L'Unita** article.

"ALARM AMONG CZECHOSLOVAK WRITERS"

However, on April 6 the **Frankfurter Allgemeine Zeitung** published excerpts from the internal bulletin of the Czechoslovak Writers Union confirming that the delegation had gone to Moscow in protest. According to the German report, the delegation had been formed at the insistence of several younger members at a Prague conference, and strenuous efforts were made to hide its existence both before and after the trip to Moscow. The bulletin, as quoted, stated that the delegation had "conveyed the standpoint of the Presidium of the Central Committee of the Czechoslovak Writers Union and the alarm among Czechoslovak writers caused by the development and worldwide echo of the trial."

AGRICULTURE GETS BLUEPRINT

A national conference of collectives and state farms convened in Prague on March 9 and 10 to appraise economic reforms in the agricultural sector and the goals of the new five-year plan for 1966-1970. The focus was on current problems. President Novotny was applauded when he called for effective management in agriculture: "The authorities above the district agricultural production managements should not overwhelm them.... They should realize once and for all that bread and meat are not produced with the help of paper but by work in the field and in the stables." He further urged that young experts be given jobs commensurate with their training, rather than be forced to wait for years until vacancies occur.

The new plan anticipates an increase in gross agricultural production of 14.2 percent by 1970, and a 19 percent increase in production for the market. "The tasks I mention here certainly are not small," Novotny conceded, but warned that even these would not meet estimated demands for foodstuffs in 1970. He said that the poorer collective farms cost the nation an estimated 1.4 billion korunas each year, since they produce 1,250 korunas per hectare less than the national average, while laggard state farms are responsible for another 600-million koruna "loss" annually.

Novotny particularly stressed that available land must be intensely cultivated. In spite of the fact that 114,000 hectares of unused land

were reclaimed in the last three years, an average 33,000 hectares of agricultural land and 11,000 of arable land are being lost annually; it will thus be necessary in the future to convert some pastureland into cropland, as well as to achieve higher yields per hectare.

Investments for the coming five years will total 30 billion korunas, but must cover a higher proportion of costs for mechanization (a planned 12 billion korunas) and for improvement or fertilization of land than in the past. Each investment will be weighed as to its relative yield. The old system of supplying machinery and fertilizer will be gradually revised to assure supplies to those who need them most. Manufacturers of agricultural machinery must improve the quality of their equipment and provide better repair service and more spare parts, the shortage of which "is in danger of becoming a major political problem." (**Rude Pravo**).

MANPOWER AND INCENTIVES

Minister of Agriculture and Forestry Jiri Burian concentrated on the problems of manpower in his address to the conference. While there is already a shortage of workers in agriculture, he predicted that the situation would get even worse in the near future. More young people have to be recruited, he concluded, but it is also necessary to improve specialization and services as well as to increase mechanization and the use of chemicals. (**Zemedelske Noviny**)

Party secretary Lubomir Strougal added some details on the plans for agriculture in his address to the party Central Committee's March 22-23 plenary session. A sum of 1.5 billion korunas per year will be set aside for incentive payments to workers whose contribution is "decisive" for the final results in production. Approximately 70,000 new apartments are to be constructed in the countryside in the next five years, including homes built privately. While firm basic prices are to be established in agriculture, the system of paying differential supplements to offset higher production costs due to unfavorable natural conditions will be continued. Further inequality in revenue due to natural conditions will be equalized by agricultural taxes. Negotiated contracts between the farm and its customers will replace the old system of quotas.

Strougal further proposed that special production managers—similar to deputy managers in industry—be appointed on the larger collective farms. They would be responsible for operations and for economic results to the collective managing board of the farm, headed by an elected chairman. Throughout his talk Strougal emphasized the importance of agriculture in the economy; he said old statistics setting agriculture's share of the national income at 11-13 percent were imprecise and distorted and calcula-

ted that the actual share is around 25 percent. The recommendations outlined by Strougal were adopted in the Central Committee's "guidelines for perfecting the planned management of agriculture." (Rude Pravo)

CONTRACTS VS. PLAN

Discussion at the plenum revealed that there have already been conflicts over contracts in Central Bohemia, where elements of decentralization have been partially introduced. Farmers there were allowed to contract for crops this year and were given indices only for the value of selected animal products, the volume of grain, and the market value of production, including the value of selected crops. It was then discovered that there was a 41,000-ton discrepancy between the amount of sugar beets the farmers had contracted to provide and the figure stipulated in the state plan for the region.

In subsequent negotiations, the farmers refused to extend the contract to cover the difference, since under the new economic model "no one has the right to order them to cultivate unprofitable produce." In presenting the case to the plenum, secretary Nemeč noted that "pertinent measures" had been passed by the regional party officials to conform with the state annual plan, but he also suggested that the Ministry of Agriculture should send officials to the district in order "to paralyze the [farmers'] mistaken tendencies"; he made it clear that he held the ministry responsible for the confusion in the first place. Under the plenum's resolutions, such discrepancies are to be resolved when possible by economic levers and only in the last resort will directive measures such as prescribed deliveries be used. (Rude Pravo)

CULTURAL EMISSARIES

Czechoslovak theaters acquitted themselves with honor before Western audiences this season. The Theater on the Balustrade company, one of the "little theater" groups specializing in satirical and modern drama, played in Munich during March as part of a local Prague theater session and is currently on a two-month tour of West Germany and Switzerland. The Semafor troupe, the Jiri Suchy and Jiri Slitr group, followed with their *Henry VIII and His Six Wives*, and the Prague National Theater concluded with its production of Karel Capek's *Insect Life*, which it had presented earlier in London as part of an international theater festival. The National Theater's ballet ensemble and orchestra also took part in the London festival.

While the German critics gave *Henry VIII* mixed reviews, with praise for individual performers and regret that the satire and humor weren't sharper, they were almost unanimously enthusiastic about *Insect Life*, and raved over the

stage set which used two enormous mirrors to multiply the action.

Still another of little theaters, the Rokoko, presented its *Rokoko Cocktail* cabaret show in several West German cities in March, featuring the bearded "beatnik" singer and actor, Waldemar Matuska. The Bavarian state radio network taped the show for broadcast in May. Both Rokoko and Semafor did their shows in German. The Slovak National Theater staged *Oedipus Rex* at the Vienna Volkstheater on April 2, to repay a recent performance by the Austrian troupe in Bratislava.

Under other East-West cultural exchanges, Czechoslovak painters joined French artists in the Paris Museum of Modern Art joint exhibition of cubism in early March; in February selected French painters of the younger generation exhibited at Prague's Manes Gallery. The French also opened an exhibition of French technology in Prague on March 24. (Rude Pravo, March 15).

In the academic sphere, the University of Vienna invited the dean of the Bratislava Law School to lecture on the Czechoslovak Civil Code on March 11. Slovak and Austrian university students met for discussions in Bratislava on the weekend of March 19-20, and planned a second conference in Vienna in May. The Slovak students pointed out that simplified regulations on tourist traffic to the West would make it easier after April 1 for Czechoslovak citizens to accept invitations from friends in the West, and expressed the desire to expand contacts with other student groups. (Kulturny Zivot [Bratislava], March 18; Die Presse [Vienna], March 23.)

LOCAL GOVERNMENT TO EXPAND

In a move to decentralize government and strengthen local authority, the party Central Committee approved in March a number of changes in the work of the so-called national committees, to be tested throughout 1966 before the National Committee act is revised. The vertical structure of regional, district, and local or municipal national committees will be preserved, but the function and powers of each level will be rearranged. Regional committees are to work in close liaison with the government, to have more say in drawing up the national economic plan, and to have more power in directing the overall economic development of their areas.

The district national committees will be responsible for the general development of their districts and, ideally, will reconcile their interests with the interests of society as a whole. The local and municipal committees will be specifically responsible for developing local services, for ensuring the daily requirements of the population, for improving their communities, and for developing cultural and social life.

East Germany

TALKING WITH THE SPD

The possibility of joint discussions between the East German Socialist Unity (Communist) Party and the Western German Social Democratic Party moved a step closer with the announcement on April 14 that the SPD Executive Committee was ready to participate in debates to be held in Hanover, West Germany, and in Karl-Marx-Stadt (formerly Chemnitz), East Germany. The proposal had its origin in the suggestion put forward by First Secretary Walter Ulbricht in February.

The preliminaries were marked by an exchange of letters, published in *Neues Deutschland* on March 26, in which the potential disputants were sharply critical of each other. In its invitation to the Social Democrats, the SED called for a discussion of the future of Germany, solicited SPD views on a peace treaty, and stated its own position that a united Germany should be purged of militarists, neo-Nazis, and monopolists, and be governed by concepts of social justice.

The SPD reply (its publication in *Neues Deutschland* was unprecedented) asserted that, while ready to open a discussion concerning basic German problems, the SPD was inhibited by the fact that the signer of the SED letter was the same man [Ulbricht] who had ordered the shooting of Germans crossing the Wall. The SPD also rejected the terms of discussion offered by the SED, saying that the East German party could not be accepted in the role of critic of democracy, since "it is the stated policy of the SED to replace the liberal and democratic basic order with a monopolist party rule."

The SPD letter posed seven questions to the East German communists: Was open discussion possible while East Germans were not free to travel, and were shot at if they tried to visit West Germany? Would East Germans be free to visit the Federal Republic in order to make their own judgments about the situation there? Would the SED make life easier for the population in all parts of Germany? Was the SED ready to "abandon its hostile and vexatious attitudes toward West Berlin"? Would the SED open East Germany for a full and free discussion on the future of Germany? Was the SED prepared—the letter singled out Ulbricht particularly—to stop "toying with war" in its actions and pronouncements concerning West Berlin? Would the SED agree on some immediate solutions concerning divided Germany, including free exchange of newspapers, and unrestricted cultural and economic exchanges? The SPD added that it advocated the inclusion of all West German parties in any discussions, rather than limiting them to the SPD alone.

The SED "Open Letter to the SPD Leadership" ignored all the questions except that dealing with the Berlin Wall "We have no intention of facilitating in any way new attempts of the West German Federal Government to gain advantages at the expense of the GDR people. The involuntary blood donor to the rich West German Federal Republic realized rather late, but not too late, that he needed blood himself. Since August 13, 1961, and thanks to the measures taken since then—even our opponents admit that—our economy and living conditions have been considerably consolidated and improved."

For the rest, the SED statement returned to the attack on resurgent militarism in West Germany, and criticized the Social Democrats for continuing to support the Erhard program which was said to be leading to "Germany's destruction." It argued that the two working-class parties had a duty to discuss the future of Germany, and that "no one can take this task away from them, not even the victorious powers of World War II." The immediate proposals included the suggestion that SPD representatives be invited to speak before an SED meeting at Karl-Marx-Stadt and that an SED representative appear before an SPD gathering in Essen. As to other parties, the SED statement recommended that they address their suggestions for



"Didn't you have an artificial brain last time?"
 "Yes, we did, but it went crazy!"

joint discussions to their corresponding parties in the GDR. The SED statement concluded by saying it wished to "renew our proposals that the SED and SPD come to an agreement about a joint concept for convening a great all-German discussion."

An attempt to arrange a television debate between representatives of East and West Germany collapsed when Bonn refused to permit any but low-ranking officials to appear lest it imply official recognition of the GDR.

HAVEMANN UNDER FIRE AGAIN

Prof. Robert Havemann, the stormy petrel of the academic community, came under attack again, to the accompaniment of charges and counter-charges. The East German Academy of Sciences voted on March 24 to strike the name of the wellknown chemist from the its rolls. In making this report, the Berliner Zeitung (March 26) said that 70 percent of those voting favored expulsion. However, West German newspapers quickly pointed out that the Academy rules required a 75percent vote to mandate expulsion, a point Neues Deutschland belatedly conceded on April 1.

The party newspaper then shifted its ground, saying that expulsion was based on the fact that none of the Academy faculties, including the chemistry division, wanted Prof. Havemann. Havemann apparently challenged the legality of this decision, since he was permitted to state his case before the Academy's ruling body were, according to Neues Deutschland, "With not a single word did he express his attitude toward the criticism of his department nor did he dissociate himself from his actions and their consequences."

The argument first broke publicly in the March 18 issue of Hamburg's Die Zeit, which published a long letter by Prof. Hartke, president of the Academy, attacking Havemann for cooperating with "enemies of the state" in West Germany, and a reply by Havemann which consisted of his letter to all the members of the

Academy. In it he asked for the right to be heard before the Academy acted.

Havemann, who has been in hot water with the party since 1956, has been openly critical of communist dogmatism in philosophy and in the natural sciences. He has previously lost his academic positions and been expelled from the party.

MACHINERY FOR MOSCOW

The Soviet Union took 52 percent of all East German exports in 1964, of which about 60 percent consisted of machinery. These figures were contained in a report issued by a West German study group in its publication *The East of Today*.

While the study gave no details on the comparative price charged by the Soviet Union for its goods, nor the payments made for East German shipments to the USSR, it concluded that the GDR was forced to grant substantial subsidies to its industries for losses entailed in exporting to the Soviet Union. It was because of this price discrepancy that Dr. Erich Apel, GDR State Planning Director, was said to have committed suicide rather than sign a five-year trade pact with the Soviet Union.

The study also showed that the GDR supplied 29 percent of all machinery imported into the Soviet Union. From 1955 to 1964, East Germany delivered 4.8 billion Deutsche marks' worth of machinery to the Soviet Union. In 1964, the Soviet Union imported 1.19 billion rubles' worth of goods from the GDR, while the total from 11 other industrialized countries was 1.4 billion rubles.

In 1964, the GDR exported machinery valued at 687 million rubles to the Soviet Union compared to a combined total of 1.06 billion rubles for Czechoslovakia, Poland, Hungary and Bulgaria, and a combined total of 555 million rubles from non-communist countries. Among the items supplied the Soviet Union by the GDR in 1964 were cutting machinetools, forging press equipment, marine diesel engines, electromotors, and transformers.



"It is our task to discuss what we will produce yesterday"

Haspodarske Noviny PRAGUE

Feu vert pour l'Europe verte [suite]

marchés agricoles en prévoyant à chaque occasion des dispositions de nature à encourager les producteurs groupés au détriment des réfractaires à toute organisation.

Ce schéma général a été adopté par le conseil. Mais la discussion n'a pas été sans mal dès que l'on a abandonné le terrain de la doctrine pure pour celui des chiffres. Les Néerlandais, dont l'agriculture est la mieux organisée d'Europe sur le plan commercial, mais dont les groupements de producteurs ne reçoivent aucune aide financière de l'Etat, ont tout de suite critiqué un système qui aboutissait fatalement à leur créer des concurrents dans les régions jusque-là livrées à l'anarchie et, qui plus est, aux frais de la communauté tout entière.

D'autre part, le problème se posait de savoir si la loi du marché, une fois limitée dans son champ d'application, la production de fruits et légumes ne risquait pas de se développer trop rapidement, ce qui aurait provoqué une hémorragie de subvention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.). Pour éviter de se laisser entraîner dans une aventure financière, le conseil a finalement décidé à titre d'essai de plafonner pendant trois ans le montant des interventions du F.E.O.G.A. à 300 millions de francs (60 millions de dollars). Sur ce total, les Italiens seront assurés de recevoir automatiquement 200 millions de francs et seront même autorisés, s'ils ne dépensent pas la totalité de la somme pour le soutien direct des marchés, à en faire usage pour moderniser leurs conditions de production et de commercialisation.

L'accord prévoit un système d'intervention *automatique* pour le soutien des marchés en cas de crise. Les modalités de ce soutien seront légèrement différentes selon les produits.

Le prix d'achat sera fixé à partir d'un autre prix dit « de base », qui sera une sorte de constatation des cours des dernières années dans les zones de forte production.

Politique d'encouragement dans d'autres secteurs

Les Six ont fixé un certain nombre de prix communs autres que les deux dont nous venons de parler. Le plus facile à fixer a été celui de la viande bovine. Dans ce domaine, en effet, la production communautaire est — probablement pour longtemps en-

LES GRANDES DATES DE L'EUROPE AGRICOLE

● 21 DECEMBRE 1960 : Accord de principe sur la réalisation de l'Europe verte.

● 14 JANVIER 1962 : Adoption des règlements sur les marchés des céréales, de la viande de porc, des oeufs et volailles, des fruits et légumes et des premières mesures sur celui du vin. Mécanisme financier triennal pour le soutien des cours et des exportations.

● 23 DECEMBRE 1963 : Adoption des règlements des marchés de la viande bovine, des produits laitiers et du riz.

● 15 DECEMBRE 1964 : Plan Mansholt sur le prix commun des céréales et leur libre circulation ainsi que celle des produits dérivés le 1er juillet 1967.

● 11 MAI 1966 : Adoption du règlement financier du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles après huit mois de crise ouverte le 30 juin 1965.

core — déficitaire, et les ministres ont pu concilier leur désir de faire des concessions aux syndicats paysans et l'intérêt économique. Le futur prix d'orientation de la viande bovine sera de 3,27 francs le kilo vif (calculé selon la méthode européenne) alors que les cours réels du marché en France sont de l'ordre de 3,17 francs (pour un prix d'orientation de 3,02 francs).

Le conseil a aussi fixé les prix des graines oléagineuses. Le prix indicatif du quintal de colza sera de 106,25 francs.

* * *

Les autres postes du secteur industriel concernent le papier de presse, la cellulose et l'aluminium. Au sujet du papier journal, la C.E.E. va proposer à Genève un contingent libre à l'importation de 420.000 tonnes, ce qui devrait correspondre, en 1968, à peu près à la moitié de la totalité des besoins de la Communauté en importations. En ce qui concerne la cellulose, la C.E.E. va suggérer la suppression totale des barrières douanières. Quant à la proposition de la C.E.E. concernant l'aluminium, elle porte sur un contingent d'importation de 100.000 tonnes assorti d'un taux de douane de 5% (le tarif extérieur normal de la C.E.E. prévoyant dans ce domaine un taux de 9%).

L'ITALIE

ET LA POLITIQUE AGRAIRE EUROPEENNE

Quelles seront les répercussions de la nouvelle politique agricole du Marché Commun sur le secteur agricole italien? Telle est la question que se posent tous ceux qui travaillent dans les campagnes et dont le labeur est riche d'expériences techniques mais généralement dépourvu de disponibilités de capitaux et ne produit qu'un revenu sensiblement bas.

La crainte la plus répandue est qu'il surisse de nouvelles difficultés de débouchés nécessitant de nouveaux sacrifices de la part des entreprises. Depuis qu'a été entamée la phase de plus intense développement industriel, les agriculteurs italiens ont constaté qu'il faut également dans le secteur agricole opérer un choix orienté vers une transformation de l'organisation des entreprises, conséquence de la pénurie des forces du travail.

En pratique on passe actuellement d'une période de chômage inquiétante qui portait pour des raisons sociales à embaucher un nombre élevé d'ouvrières, à une nouvelle période qui demande la mécanisation des exploitations si l'on veut faire face à la situation. Dans ce cas il est naturel que les exploitations les plus faibles subissent une crise encore aggravée par certains facteurs naturels comme leur situation ou la qualité des terrains. Mais un développement ultérieur de l'économie européenne amènera une accentuation de la spécialisation. Aussi la politique agricole commune signifiera une orientation toujours plus décidée vers les exploitations autonomes comme vers les exploitations de type industriel. Ce qui voudrait dire une politique visant à la réorganisation des propriétés divisées et dispersées; mais ce qui voudrait dire aussi qu'il faudrait amplifier les exploitations plus petites, augmenter la distribution des machines, améliorer la formation technique des dirigeants et des travailleurs agricoles et, enfin, intensifier la spécialisation agricole si vivement attendue en fonction des qualités des terrains.

Or, il ne faut pas oublier que l'agriculture des six Pays du Marché Commun, à l'exception de la France méridionale et de l'Italie du centre et du Midi, est développée dans le sens de la zootechnie et de la culture des céréales, fortement concurrencées par les productions avancées du Canada, de l'Australie des Etats-Unis. Pour les Pays du Marché

Commun, par conséquent, la spécialisation devrait tendre au perfectionnement des entreprises qui produisent du blé, du riz, du seigle, des betteraves sucrières, de la viande, du lait, de la volaille.

Certainement, après de ces productions il en est d'autres, dans le cadre du Marché Commun, qui sont orientées vers les produits maraichers et les fruits, la vigne et les produits laitiers, mais la plus grande partie de l'agriculture européenne devrait continuer à se consacrer à l'élevage et aux céréales, même si l'on devait enregistrer une augmentation des autres productions.

Alors qu'il ne se présente pas de problèmes graves pour la production spécialisée, du fait que les améliorations correspondent à une adaptation à la demande, il subsiste encore de graves difficultés en ce qui concerne les entreprises qui produisent des viandes ordinaires, du lait et des céréales. Ce sont là des produits de base qui doivent rester à des tarifs très bas pour contenir le coût de l'alimentation qui, surtout pour les familles modestes absorbe presque la moitié des salaires.

D'autre part, environ les 75% du produit brut de l'agriculture européenne sont formés de produits de masse. Si telle est la réalité, quelles solutions peuvent être envisagées? La politique agricole commune ne peut être réalisée que si l'on parvient à éviter des variations négatives du revenu, qui est déjà très bas.

A ce point, deux conditions sont fondamentales pour entamer une politique d'évolution des entreprises agricoles:

1) continuation du développement économique avec réduction conséquente des travailleurs agricoles et réorganisation des exploitations agricoles, particulièrement des petites entreprises fragmentaires et dépourvues d'un minimum d'organisation;

2) forte disponibilité de capitaux, mais avec un taux bas d'intérêt.

Une fois réalisées ces conditions l'agriculture européenne pourra favoriser notamment le retour au pâturage et le reboisement des terrains non aptes à la culture et concentrer, grâce à une politique de crédits, l'organisation des entreprises modernes en amenant en conséquence la diminution du coût de production.

Un programme économique POUR L'EUROPE

La commission a transmis en juin dernier au conseil de la Communauté économique européenne le projet de premier programme de politique économique à moyen terme. Le conseil va maintenant le transmettre pour avis au Parlement européen et au Comité économique et social. L'adoption du programme exigera l'accord du conseil et celui des gouvernements des Etats membres. Par cet accord, le conseil et les gouvernements des Etats membres exprimeront leur intention d'agir dans les domaines couverts par le programme conformément aux orientations prévues dans celui-ci.

Le projet de programme quinquennal portant sur la période 1966-1970, se compose de deux parties: la première contient les considérations de la commission précisant sa position sur les orientations et les conclusions qui se dégagent des travaux du comité de politique économique à moyen terme; la seconde est constituée par l'avant-projet de programme qui a été élaboré, en quatorze réunions par ce comité, placé sous la présidence de M. W. Langer, secrétaire d'Etat au ministère des affaires économiques de la

ITALIE E POLITIQUE AGRAIRE [suite]

Le Marché Commun devra favoriser, en même temps, les exportations des pays sous-développés pour la plupart de caractère agricole. Ces derniers n'envisent pas sans inquiétude la nouvelle politique agricole européenne, espérant toutefois que les Pays de la CEE, en défendant leurs propres intérêts, n'entrent pas en contraste avec leurs programmes de développement. Mais l'autarchie en Europe sera précistément rendue impossible par le développement industriel; le Kennedy Round pourra prendre de l'élan et l'on arrivera à une collaboration entre la CEE, la Grande Bretagne et le Commonwealth.

En Europe l'agriculture n'emploie que les 20% de la population active. L'industrie moderne a comris que la transformation de l'agriculture européenne a besoin d'être aidée. Pour le moment, l'économie est en condition d'anticiper capitaux, machines et services; ce qui favorisera, surtout en Italie, la transformation progressive des contrats agricoles et l'organisation de la campagne, rapprochera l'homme des champs, du travail agricole, mais comme travailleur spécialisé, comme le demande l'agriculture actuelle, et finalement mettra un frein à l'urbanisme désordonné.

République fédérale d'Allemagne, et que la commission a repris à son compte.

Au projet de programme ont été annexés différents documents qui ont servi de base aux travaux du comité, notamment le rapport du groupe d'étude des perspectives économiques à moyen terme, ainsi que deux études portant respectivement sur la politique de l'emploi et de la formation professionnelle et sur les problèmes de la politique régionale.

Voici le résumé du programme proposé:

Dans la brève note de la commission qui constitue la première partie du programme, celle-ci présente d'abord une synthèse des problèmes fondamentaux du développement économique de la Communauté. Elle souligne en particulier la nécessité de maintenir la stabilité des prix, de tendre vers un progrès harmonieux en matière sociale et régionale, et d'engager un vaste effort de recherche scientifique et technique. Par ailleurs, la commission note la fragilité de l'équilibre économique prévu et attire l'attention des autorités compétentes sur les dangers d'une augmentation excessive de la consommation privée et des dépenses publiques.

La deuxième partie du projet de programme, la plus importante, contient d'abord un chapitre exposant la conception générale de la politique économique à moyen terme. Ce chapitre est suivi d'une analyse des conditions générales de la croissance économique au cours des prochaines années, qui trace les grandes perspectives de l'évolution économique à moyen terme. Le programme donne ensuite les premières orientations générales relatives aux divers domaines de la politique économique à moyen terme. La politique de l'emploi et de la formation professionnelle, les finances publiques et la politique régionale sont traitées plus à fond dans les chapitres suivants.

Le comité se propose, à l'occasion des adaptations du programme qu'il est prévu d'effectuer chaque année, d'approfondir l'étude des questions qui n'ont pu faire encore l'objet d'une analyse suffisante. Il devra à cet égard, approfondir davantage les problèmes de la cohérence des politiques nationales et communautaires, et traiter par priorité les problèmes de la recherche, des structures sectorielles dans l'industrie et l'agriculture, de la dimension des entreprises, des finances publiques, de la politique des revenus et du marché des capitaux.

Le comité a jugé utile d'exposer en tête du programme sa conception des nécessités auxquelles répond la politique économique à moyen terme et des tâches qu'elle doit remplir (chapitre I). Il lui appartient de créer les conditions d'une croissance aussi continue et équilibrée que possible, qui assure en même temps un haut niveau d'emploi et la stabilité intérieure et extérieure. Elle facilitera ainsi l'amélioration rapide du niveau de vie et la réduction du retard des régions moins développées.

Il s'agit, par la politique économique à moyen terme, de faire en sorte que toutes les décisions de politique économique susceptibles d'influencer la croissance économique soient cohérentes et rationnelles par rapport à des objectifs à moyen terme. Il s'agit simultanément de trouver un bon équilibre entre l'initiative privée et l'action de l'Etat. La coordination des politiques économiques à moyen terme dans la Communauté ne saurait par conséquent être assurée une fois pour toutes; elle doit être au contraire un processus continu. Aussi est-il prévu d'adapter annuellement le programme.

Perspectives générales de la croissance

L'analyse des *perspectives générales de la croissance* (chapitre II) s'appuie pour l'essentiel sur les travaux prospectifs du groupe d'études des perspectives économiques à moyen terme, travaux dont les résultats sont publiés en annexe au programme. Pour l'Allemagne cependant, le comité s'est appuyé sur une projection faite par les services compétents du gouvernement fédéral et qui diffère quelque peu de la projection établie par le groupe d'étude.

Les projections présentent deux caractéristiques principales. Elles sont tout d'abord conditionnelles, c'est-à-dire qu'elles partent d'hypothèses, précisées dans le programme ou le rapport du groupe d'étude, qui peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, se réaliser. D'autre part, les projections ne fixent pas d'objectifs quantitatifs: elles se bornent à indiquer quelle croissance pourrait être réalisée dans les hypothèses retenues, et elles désignent en même temps les problèmes fondamentaux auxquels sera confrontée, au cours des prochaines années, la politique économique à moyen terme.

Pour la Communauté prise dans son ensemble, le taux de croissance annuel projeté du produit national brut de 1965 à 1970 est de 4,3% au lieu de 4,9% entre 1960 et 1965. Dans presque tous les Etats membres, les taux de croissance retenus prolongent la tendance observée au cours des cinq derniè-

res années. Seule l'Allemagne connaîtrait une diminution de son taux de croissance, qui, par suite essentiellement de la stagnation de la population active se réduirait de 4,3% pour la période 1960-1965 à 3,5% pour la période 1965-1970.

La productivité globale (produit brut par travailleur) devrait au cours des cinq prochaines années, progresser de 3,8% dans l'ensemble de la Communauté, ce qui correspond à un doublement en moins de vingt ans.

Les projections mettent toutefois en évidence un certain nombre de difficultés, dont la politique économique devra tenir compte au cours des prochaines années.

Même en tenant compte de l'immigration, le nombre des travailleurs disponibles dans la Communauté augmentera plus lentement que pendant la quinquennie précédente. En Allemagne, la main-d'œuvre connaîtra même une stagnation. C'est pourquoi la croissance économique suppose, de la part des pouvoirs publics comme des entreprises privées, un effort d'investissement important, atteignant un rythme supérieur à celui du produit national brut, en vue de permettre le gain de productivité indiqué ci-dessus.

Il en résulte que la consommation privée, dont la part dans le produit national brut s'est accrue dans les années passées, ne pourra plus continuer d'obéir à cette tendance sous peine de mettre en danger les bases de la croissance future. Les projections admettent pour la Communauté une augmentation annuelle de la consommation privée de 4,1%; ce qui représenterait 3,3% par habitant. Cela signifie, par habitant, un doublement du niveau de la consommation en une vingtaine d'années.

Le comité souligne qu'il faudra accorder une attention accrue au danger de tensions, notamment en matière de prix et de coûts, qui aurait pour conséquence, selon l'avis du comité, de compromettre sérieusement la compétitivité de la Communauté, et par là l'équilibre extérieur et la croissance elle-même.

Les orientations figurant aux chapitres III, IV, V et VI du programme et qui concernent la politique économique des Etats membres et des institutions de la Communauté ne prétendent pas fournir déjà des solutions définitives et détaillées aux problèmes posés. Elles n'en tracent pas moins nettement, pour les différents domaines de la politique économique, le cadre dans lequel les actions des Etats membres et des institutions de la Communauté devront nécessairement s'inscrire au cours des années qui viennent. Les orientations ne se limitent pas aux données économiques, mais prennent également en considération les exigences sociales.

(A suivre)

La crise de l'OTAN et le ...

RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND

Dans les derniers jours de juillet, le général de Gaulle a rencontré à Bonn le Chancelier Erhard. Pour la circonstance, ce dernier a remercié le Président de la République Française pour son intervention à Moscou en faveur de l'Allemagne dans les termes suivants:

« Je ne voudrais pas laisser passer ce moment sans vous exprimer encore une fois la reconnaissance du peuple allemand pour l'attitude que vous avez adoptée lors de votre voyage à Moscou, lorsque vous avez rejeté la conception de l'existence de deux Etats allemands, refusant par conséquent la reconnaissance de la « zone d'occupation soviétique ». C'est là une aide précieuse pour la défense de notre droit à être les seuls porte-paroles de l'Allemagne et à ne pas reconnaître la création artificielle que constitue la zone.

« Je vous disais en janvier dernier à Paris que nous attendions votre voyage à Moscou avec espoir et intérêt, mais sans appréhension. Le peuple allemand vous fait confiance et vous avez justifié celle-ci.

En outre, fait d'importance capitale, le Chancelier a confirmé que le gouvernement allemand désire le maintien des troupes françaises en Allemagne, attitude qu'il avait déjà soulignée dans le Memorandum officiellement communiqué en mai, dont nos lecteurs trouveront le texte ci-dessous et qui ne pouvait qu'être renforcée après le voyage de Moscou et les difficultés financières de la Grande Bretagne qui va probablement être obligée de réduire ses forces en Allemagne.

Il est déclaré explicitement dans une note rendue officielle dans la soirée qui a suivi les entretiens de Gaulle-Erhard:

« Au premier plan on doit mettre le souhait du gouvernement fédéral de voir les troupes françaises rester en Allemagne. Cette volonté politique une fois posée, la solution des problèmes devrait en être facilitée, y compris ceux qui concernent la mission des troupes françaises ».

Les négociations franco-allemandes sur le statut à venir des troupes françaises d'Allemagne ont repris le 15 juillet.

Et voici le texte du Memorandum:

Le Gouvernement allemand accuse réception de l'aide-mémoire du Gouvernement français en date du 29 mars 1966.

Le Gouvernement allemand a déjà eu l'occasion d'indiquer qu'il ne pouvait pas se rallier à la motivation que le Gouvernement français avance en ce qui concerne les intentions communiquées. Il estime que la menace qui pèse sur le monde occidental et plus particulièrement sur l'Europe n'a pas cessé d'exister. Il n'est pas davantage en mesure de reconnaître la motivation juridique de l'action du Gouvernement français. Il regrette

que le Gouvernement français n'ait pas recouru à la possibilité prévue au Traité de l'Atlantique Nord d'examiner des vœux en vue de la discussion de propositions de révision.

II.

Dans l'aide-mémoire français il est dit que le Gouvernement français n'exclut pas l'éventualité du maintien en Allemagne des forces terrestres et aériennes françaises qui y sont actuellement stationnées. Le Gouvernement allemand s'en félicite et a pris acte avec satisfaction de la déclaration du Gouvernement

français selon laquelle il serait prêt à maintenir l'Alliance au-delà de 1969. Le Gouvernement allemand en conclut que la France a l'intention de continuer à participer à la défense commune de l'Alliance.

De l'avis du Gouvernement allemand le seul objet de la mission militaire des forces alliées en Allemagne ne peut être que d'assurer, dans le cadre de cette défense commune, l'intégrité du territoire de l'Alliance au moyen d'une dissuasion convaincante.

Compte tenu de la technique moderne des armements, les Alliés ne sont en mesure de remplir

efficacement leurs obligations d'alliance telles qu'elles résultent de l'Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord et de l'Article 5 du Traité de Bruxelles révisé que s'ils prennent déjà en temps de paix les mesures leur permettant de se prêter sans délai assistance mutuelle en cas d'agression. Cela revient à dire que les forces terrestres et aériennes assumées, en cas de défense contre une agression, dans le cadre de la défense commune des tâches très précises et que les conditions nécessaires à cet effet doivent être créés déjà en temps de paix. L'exiguité de l'espace disponible pour la défense et la rapidité avec laquelle se dérouleraient probablement les opérations militaires exigent en cas de défense contre une agression un commandement uniforme pour toutes les forces terrestres et aériennes.

C'est pourquoi le Gouvernement allemand serait heureux si le Gouvernement français pouvait faire savoir à ses alliés comment doit être réglée à son avis la coopération des forces françaises en Allemagne avec les forces de l'O.T.A.N., en temps de guerre et en temps de paix. Le Gouvernement français devrait notamment préciser vis-à-vis de ses alliés s'ils est prêt

— en cas de défense contre une agression, à assumer, avec ses forces terrestres et aériennes, des tâches bien définies dans le cadre de la défense commune;

— déjà en temps de paix à créer toutes les conditions nécessaires à cet effet, en accord avec les commandements compétents de l'O.T.A.N.;

en cas de défense contre une agression, à placer ses forces sous les ordres du commandant compétent de l'O.T.A.N.;

— à continuer à participer, avec ses forces aériennes de défense, à la défense aérienne commune de l'O.T.A.N.;

— à insérer ses forces dans le système d'alerte de l'O.T.A.N.

De plus, il faut se demander quelles seront à l'avenir les règles et les procédures applicables en ce qui concerne l'utilisation de l'espace aérien français

par des avions militaires des Etats membres de l'O.T.A.N..

III.

La République fédérale d'Allemagne a adhéré au système de défense de l'Atlantique Nord et à l'union de l'Europe occidentale dans le cadre d'un ensemble de traités et de décisions du Conseil des Ministres de l'O.T.A.N., qui comportent pour tous les intéressés une somme équilibrée de droits et obligations. Il s'agit notamment:

— de l'Acte final de la Conférence de Londres en date du 3 octobre 1954;

— des décisions prises par le Conseil des Ministres de l'O.T.A.N., le 22 octobre 1959, en vue de l'application de cet Acte final et

— des Accords de Paris du 23 octobre 1954 conclus sur la base des textes ci-dessus.

L'intention annoncée par le Gouvernement français de soustraire ses forces stationnées en Allemagne au commandement de l'O.T.A.N. à compter du 1er juillet 1966, affecte une partie substantielle de ce système, à savoir la partie IV de l'Acte final de la Conférence des Neuf Puissances qui s'est tenue à Londres, ainsi que la décision du Conseil des Ministres de l'O.T.A.N. prise en vue de l'exécution de cet Acte final, en date du 22 octobre 1954. Dans ces textes, les Neuf Puissances de la Conférence de Londres tout d'abord, et tous les Etats membres de l'Alliance ensuite, s'étaient expressément engagés à placer leurs forces stationnées sur le continent européen sous les ordres du commandant suprême allié en Europe. Seules étaient exceptées les forces affectées à la défense des territoires d'outre-mer et les forces que l'O.T.A.N. avait reconnu et reconnaîtrait comme devant rester sous commandement national. Les compétences du commandant suprême allié en Europe vis-à-vis des forces placées sous son autorité, étaient définies en détail dans la même décision du Conseil des Ministres de l'O.T.A.N. du 22 octobre 1954.

Cette réglementation non seulement répondait à des impératifs militaires mais exprimait en même temps l'égalité des droits de toutes les parties à l'Alliance sur le plan politique.

A propos de cette obligation contractée par tous les membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord, la République fédérale d'Allemagne était convenue avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, dans le cadre du système des traités de 1954, à savoir la Convention sur la présence de forces étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, que des forces d'un même effectif que celles stationnées à ce moment sur le territoire fédéral pouvaient également y stationner à l'avenir.

Le retrait des forces françaises stationnées sur le territoire fédéral du commandement suprême allié en Europe affecte donc leur droit de stationnement dans la République fédérale d'Allemagne. En effet, que les forces étrangères stationnées sur le territoire fédéral soient soumises à un commandement suprême, dans lequel une participation appropriée est réservée à la République fédérale d'Allemagne, ou que ces forces soient affectées exclusivement au commandement national de leur pays d'origine, il y a là une différence fondamentale.

A partir du moment où les forces françaises stationnées sur le territoire fédéral sont soustraites au commandement suprême allié en Europe, sans l'approbation des autres membres de l'Alliance atlantique, la France ne peut plus exercer la Convention sur la présence de forces étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne du 23 octobre 1954.

Le Gouvernement allemand souhaite cependant conclure avec le Gouvernement français de nouveaux arrangements permettant le maintien des forces françaises sur le territoire fédéral pour autant qu'une réglementation satisfaisante soit trouvée en ce qui concerne les

A travers l'Europe et le monde

minimum

Couve de Murville
et les Roumains

L'Association culturelle des Roumains établie en Angleterre (British Romanian Association), présidée par le journaliste *Ion Ratiu* et dont le secrétaire général est *M. Horia Georgescu*, ancien diplomate roumain, a envoyé à M. Couve de Murville, à la veille de son voyage en Roumanie, du 25 au 28 avril, une lettre dont nous reproduisons ce passage:

« Les Roumains établis en Grande Bretagne et dans le Commonwealth partagent avec leurs compatriotes en exil — et avec leurs frères en Roumanie — les sentiments traditionnels de profonde admiration et de respect pour la France. Aussi se sont-ils réjouis d'apprendre que vous vous rendrez prochainement en Roumanie, où ils sont certains que le peuple roumain fera au représentant du général de Gaulle un accueil particulièrement cordial.

Vous serez, Monsieur le Ministre, l'hôte officiel du gouvernement de Bucarest et nous comprenons parfaitement le caractère délicat de



vos missions. Nous prenons toutefois la liberté de vous demander d'user de votre haute influence pour obtenir un adoucissement des conditions dans lesquelles se trouve encore la grande majorité de la population roumaine.

Nous sommes convaincus qu'une intervention de votre part — ne fût-ce que pour des considérations humanitaires — aboutirait à obtenir pour nos compatriotes:

1) le relâchement des personnes qui se trouvent encore en prison ou dans des camps de travail uniquement pour des raisons politiques;

2) l'octroi d'emplois ou de pensions à ceux qui ont déjà été remis en liberté mais qui,

souvent vieux et malades, sont aujourd'hui à la charge de leurs familles appauvries;

3) la délivrance de passeports à ceux qui désirent émigrer ou rendre visite à leurs parents à l'étranger;

4) le droit de recevoir des colis gratuits de l'étranger sans droits de douane excessifs.

Nous nous permettons en outre d'attacher une liste de personnes en faveur desquelles nous demandons particulièrement votre intervention afin qu'elles soient autorisées à quitter la Roumanie pour de graves raisons de maladie ou familiales.

Dans l'espoir que notre démarche trouvera auprès de vous un accueil favorable, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de vouloir bien agréer l'assurance de notre très haute considération».

La densité du parc automobile

a plus que quadruplé depuis 1954 dans l'Europe des Six. Il y a maintenant une auto pour sept personnes, au lieu de 30. En Allemagne la proportion

Memorandum

tâches militaires de ces forces et leurs fonctions dans le cadre de la défense commune. Il serait nécessaire, à cet égard, de créer une nouvelle base juridique pour leur stationnement et d'adapter leur statut à la nouvelle situation.

Ces nouveaux arrangements devraient reposer sur les principes de l'égalité des droits et de la réciprocité, respecter la

souveraineté de l'Etat d'accueil et prévoir en conséquence des dispositions quant à la durée de leur validité.

IV.

Le Gouvernement allemand examine actuellement avec les autres Etats membres de l'Alliance les questions exposées ci-dessus. Il souhaite que des négociations sur les tâches militaires des forces françaises soient entamées dans un délai rapproché entre le Gouverne-

ment français et tous les autres intéressés, dans le cadre d'une procédure à fixer en commun.

Le Gouvernement allemand est prêt de son côté à négocier avec le Gouvernement Français sur le stationnement des forces françaises en Allemagne et leur statut juridique. Il propose de tirer partie à cet égard de toutes les possibilités qu'offre le Traité de Coopération franco-allemand du 22 janvier 1963

a baissé de 39 à 7, en Belgique, de 20 à 7, en France, de 16 à 5, en Italie de 48 à 10, au Luxembourg, de 7 à 5 et aux Pays-Bas, de 48 à 10.

L'incomparable Christine

« Souveraine incomparable tant par le pouvoir que par les connaissances » disait de Christine de Suède le grand philosophe Blaise Pascal qui se montrait en l'occurrence plus courtisan que galant. Mais il faut dire, à sa décharge, que l'originale Christine n'avait rien de très féminin du moins pour l'époque et que son profil aquilin et volontaire, ses noirs cheveux, ses allures cavalières ne séduisaient guère au siècle où les plantureuses et blondes divinités des peintures italiennes et flamandes donnaient le « la » de la beauté. Christine, indépendante et masculine, vint au monde trop tard ou trop tôt. Cent ans auparavant on lui eût pardonné ses idées hardies, son amant Monaldeschi assassiné sur son ordre dans la bonne tradition féodale, ses goûts artistes, son existence de chevalière errante. Et de nos jours que n'aurait pas entrepris cette fille exceptionnelle que les sages femmes prirent pour un garçon dès sa naissance et qui, négligeant tous les aspects féminins de la vie, se passionna pour la politique, la médecine, les sciences, la religion, l'art?

Jeune encore, elle abdiqua et à une époque où l'on ne parlait pas de psychanalyse, Christine ne comprit peut-être jamais qu'elle renonça sans doute au trône non point tant dans l'espoir de trouver hors de Suède une religion plus ouverte que le protestantisme suédois, mais plutôt dans la crainte inavouée de n'être pas capable, comme sa mère



hystérique, de mettre au monde un enfant normal.

Pour son malheur elle était née en un siècle où les nations civilisées, assagies et prospères, entraient dans cette phase de tranquille embourgeoisement dont les révolutions sociales et les découvertes révolutionnaires de la science ne commencent qu'à peine à nous faire sortir.

Aussi, cette femme que ses tourments spirituels incitèrent à renoncer au pouvoir pour mener une vie aventureuse et désordonnée, cette collectionneuse qui vivait solitaire au milieu de ses tableaux, cette érudite qui fut en relation avec les hommes de science, cette passionnée de musique qui attirait dans son palais les plus grands orchestres de son temps, fut-elle peu appréciée par une société policée que ses excentricités inquiétaient.

A Rome, surtout, où elle arriva en 1655 après avoir abdiqué l'année précédente, à l'âge de 28 ans, elle fit bientôt figure de « libertine » comme on disait alors de ceux qui tendaient à la libre-pensée.

Hôte voyante et gênante, coûteuse de surcroît, elle finit par s'éprendre du cardinal Decio Allenio et sa passion devint d'autant plus ardente qu'il la repoussait inexorablement.

Mais elle avait d'autres soucis: cette paix de Westphalie, dont on peut dire qu'elle la dicta, l'intérêt qu'elle portait aux couronnes de Pologne et de Naples qui lui échappèrent l'une et l'autre et, surtout, son désir passionné de prendre part à la guerre contre les Turcs et de sauver l'Europe.

L'Exposition Européenne de Stockholm, ouverte le 29 juin, est donc un juste hommage rendu à celle qui fut la première femme moderne de cette Europe dont elle avait choisi d'explorer toutes les ressources spirituelles et culturelles, et qu'elle voulait même défendre en soldat contre ses adversaires d'alors.

Définitions enfantines...

Des professeurs français se sont amusés à recueillir dans les devoirs de leurs jeunes élèves quelques définitions enfantines d'une naïveté savoureuse mais que les adultes pourraient méditer avec profit. A propos de référendum, par exemple: « le référendum consiste à répondre juste oui ou non à des questions trop compliquées pour qu'on ait un avis personnel »; ou encore: « les maris doivent dire oui-oui, comme au référendum ».

Certes, en matière de référendum, disent les mauvaises langues, les Français ne manquent pas d'expérience.

Et que dire de cette définition des belges: « Ils possèdent un visage rond, le cheveu blond, un nez court et deux langues, toutes deux nationales »; ou de cet axiome sur la vie moderne: « ...*Aujourd'hui*, comme chanteuse, la cigale gagnerait plus que la fourmi... » et de cet autre: « ...*Aujourd'hui*, grâce aux machines électroniques, il n'y a plus de conséquences incalculables ».

Mais la plus délicieuse est sans doute celle-ci: « L'homme est un mammifère, surtout la femme ».

Un homme d'ordre

Des Mémoires de Maxime Litvinov qui fut pendant de nombreuses années Ministre des Affaires Étrangères de l'URSS, mémoires dont l'authenticité a été contestée par beaucoup, nous extrayons ce passage à propos de Lénine. Ces quelques lignes définissent en termes justes le caractère bizarre et complexe de l'homme qui a conçu et porté à terme la plus cruelle et la plus absurde révolution que l'histoire connaisse. Litvinov écrit:

« Le caractère d'Ilic (Lénine) était plus allemand que russe. Je me rappelle lui avoir dit une fois en plaisantant: « Vladimir Ilic, tu prêches toujours la révolution socialiste et l'expropriation des expropriateurs; mais dis-moi, si tu rencontrais Rotschild portant une grosse valise, serais-tu capable de le voler, toi, personnellement, de prendre sa valise en le menaçant avec un revolver? ». Lénine se mit à rire et répondit: « Je ne crois pas... Mais si nous arrivions au pouvoir, je n'hésiterais pas à ordonner la nationalisation des banques et des propriétés des Rotschild. En tout cas, tout cela devrait être fait



dans la légalité, suivant un décret approuvé par le peuple victorieux et par son gouvernement. Tant que l'Etat ne sera pas aboli, Etat prolétaire inclus, la règle de la loi est nécessaire, ou alors tout s'écroulera en poussière et les instincts primordiaux se déchaîneront ».

Et Litvinov continue: « J'ai souvent pensé à cette plaisanterie du destin qui a placé à la tête de la révolution russe, avec tous ses excès. Lénine lui-même exhortait les masses: « Reprenez ce dont on vous a dépouillés ». Naturellement, il voulait dire que le nouveau gouvernement aurait donné une base légale à ces spoliations, mais il ne le disait pas publiquement, afin que les masses ne suivent pas les anarchistes en l'abandonnant. Radek dit une fois qu'en Allemagne il aurait suffi de planter des écriteaux portant l'inscription: « La Révolution est sévèrement interdite » pour que les Allemands restent chez eux tranquilles. Lénine était un homme d'or-

dre bien qu'il ait provoqué une révolution.

Riche Europe

Un lecteur de Fribourg, en Suisse, nous renvoie notre « Bulletin » de mars-avril, n'ayant pas aimé notre article « L'Europe a besoin de de Gaulle ». Ce lecteur qui garde un anonymat regrettable, estime que l'Europe ne peut vivre de l'exploitation de ses propres richesses, comme nous l'affirmons. Nous regrettons de le contredire, mais nous ne changeons pas d'avis: selon nous, l'Europe est riche, et pourrait le devenir davantage si la politique économique des divers Pays était harmonisée — comme elle le sera — dans une Europe fédérée, non seulement sur le plan politique mais, surtout, sur le plan économique qui mène immanquablement au politique. La collaboration avec l'Amérique, personne ne la repousse, elle est certes désirable, mais sur un plan de parité, sans complexes d'infériorité: nous avons déjà trop souffert et pendant trop longtemps d'un complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Angleterre pour ne pas comprendre enfin qu'il serait absurde de nous en créer d'autres vis-à-vis des U.S.A. ou pire encore vis-à-vis de l'URSS. A tout prendre, l'inverse serait plus logique.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROMA
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.